

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ali Bongo et ses homologues africains solidaires face Covid-19

LE président gabonais, Ali Bongo, par ailleurs président de la CEEAC a pris part à la réunion en visioconférence, ayant réuni autour du président de l'Union africaine, Cyril Ramaphosa, les chefs d'Etat du Bureau de la Conférence de l'Union africaine et leurs homologues des Communautés économiques régionales, sur les voies et moyens de de lutter contre cette pandémie.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Le continent africain a affiché, hier, sa solidarité face au coronavirus, lors d'une réunion du Bureau de l'Union africaine et les présidents des Communautés économiques régionales (CEEAC, CEDEAO, SADC, CAE, IGAD, CEN-SAD, COMESA).

Cet échange auquel a pris part Ali Bongo Ondimba, en sa qualité de président en exercice de la Communauté des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), était destinée à faire le point sur la lutte contre cette pandémie et de trouver une réponse africaine. Eu égard aux efforts déployés dans ces différentes régions pour faire face à ce fléau, ils se sont engagés à unir leurs efforts.

Au niveau de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale, qui s'associe pleinement à la stratégie continentale conjointe de riposte au Covid-19 adoptée le 26 mars dernier, des initiatives fortes ont été prises.

En effet, avec 3005 cas confirmés, 97 décès et 1015 guérisons, cet espace sous-régional a mis en oeuvre des mesures rigoureuses ayant permis de soigner un tiers des personnes contaminées, avec l'espoir que cette tendance se poursuivra dans les prochains jours, a souligné Ali Bongo.

Toutefois, après avoir salué le soutien apporté aux pays de la CEEAC par l'Union africaine, les Nations unies, le G20, le FMI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, il a estimé qu'il nous faut aller beaucoup plus loin, notamment en menant une réflexion sur les différents plans de riposte face à cette pandémie qui devront être prolongés par des plans post-pandémie. Pour lui, les pays de la CEEAC étant déjà préoccupés par les conséquences économiques et sociales, ainsi que les défis liés au terrorisme, à la dégradation des conditions de vie des couches vulnérables des populations, cette région très ex-



Le président Ali Bongo lors d'un visioconférence avec ses homologues chefs d'Etat du bureau de l'UA et des CER africaines.

posée doit accroître son combat et prendre des mesures idoines. C'est dans ce contexte que la réponse à court terme de la CEEAC, en soutien aux Etats membres, vise à ralentir la pandémie, à mieux

connaître sa propagation et à réduire son impact socio-économique. Cette stratégie régionale de riposte de la sous-région s'articule autour du soutien à la gestion de la crise sanitaire, au

soutien à la gestion des implications et la préservation de la sécurité alimentaire, au soutien à la préservation de la paix, la sécurité et de la stabilité politique. Ce qui requiert la mise en place d'un

mécanisme de coordination, de même que des Fonds régional de compensation, de développement et de coopération prévus par le Traité instauré dans cet espace de la communauté sous-régionale.

L'"union sacrée pour la République" : quel avenir ?

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

L'UNION sacrée pour la République", prônée par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, autour de la lutte contre le Covid-19, pourra-t-elle survivre aux réalités du combat politique ?

Difficile de l'affirmer, ne serait-ce qu'au vu des récentes sorties de plusieurs acteurs politiques. D'autant que, ces derniers temps, l'adversité et l'affrontement politique semblent reprendre le dessus sur "l'accalmie" qui semblait régner, dans le landerneau politique, aux premiers jours de la lutte contre le Covid-19 dans notre pays. Les

premiers à sortir du bois et à décocher leurs flèches, sont les acteurs de l'opposition. Notamment les Mamboundouistes, un courant politique de l'Union du peuple gabonais (UPG), qui, lors d'un point-presse, ont appelé à la démission du gouvernement, en dénonçant sa mauvaise gestion de la crise sanitaire actuelle. Un grief également formulé par l'Union nationale (UN), pendant que le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) d'Alexandre Barro Chambrier invitait l'équipe gouvernementale à faire le bilan du confinement du Grand Libreville. Au milieu de tout cela, le chef du gouvernement, loin de calmer le jeu et de tempérer les ardeurs de



Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekalé

certaines de ses pourfendeurs, lundi dernier, à l'immeuble Arambo, a stigmatisé "les tentatives de récupération politique de la crise sanitaire". Non sans avoir lancé des piques à l'endroit des gouvernants d'avant 1990. Ce qui n'est pas de

nature à rasséréner les uns et les autres.

Pour ainsi dire, "l'union sacrée pour la République" pourrait ne pas voir le jour, à moins que les acteurs politiques taisent réellement leurs disputes.